

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 septembre 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 18 de l'ordre du jour

**Application de la Déclaration sur l'octroi
de l'indépendance aux pays et aux peuples
coloniaux****Lettre datée du 15 septembre 1998, adressée au Secrétaire général par le
Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de Saint- Kitts-et-Nevis auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La présente lettre fait suite à la demande formulée par neuf pays d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale une question se rapportant au réexamen de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 25 octobre 1971, relative à la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies.

Le Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis se félicite des importantes mesures prises par le Gouvernement de la République de Chine à Taiwan pour améliorer le sort des êtres humains, du point de vue social, économique et politique, non seulement à l'intérieur de ses propres frontières mais aussi dans les régions les plus reculées de la planète. Les progrès considérables qui ont été réalisés grâce à l'appui des solides institutions démocratiques de Taiwan doivent être complétés et encouragés par la communauté internationale, dans un esprit de coopération et de fraternité.

Nous ne pouvons ni ignorer les formidables progrès réalisés par le peuple chinois de Taiwan ni sous-estimer leur impact. La volonté du peuple chinois de Taiwan de respecter les principes démocratiques et l'état de droit laisse présager une plus grande prospérité en Asie, du point de vue du développement humain, de la coexistence pacifique des pays et de la sécurité. Nous engageons les deux parties, situées de part et d'autre du détroit de Taiwan, à élaborer une stratégie dynamique qui soit réaliste, contemporaine et adaptée à la situation actuelle, en tenant compte de l'importance indéniable de la voix de la population chinoise de Taiwan sur la scène internationale.

Étant donné le but visé par les coauteurs du projet de résolution, le Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis, sachant qu'il importe de trouver une issue, salue la décision des deux parties de reprendre les pourparlers avant la fin de l'année. Le dynamisme passé et actuel

du peuple chinois laisse penser qu'il est à même de parvenir à une solution pratique répondant aux aspirations collectives de tous les Chinois et permettant à la communauté internationale de tirer parti de leur expérience, de leur savoir et de leur bonne volonté.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 18 de l'ordre du jour de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale.

Le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de Saint-Kitts-et-Nevis
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Kevin M. **Isaac**
